

## L'impact Budgétaire de l'apport d'aide Étrangère : Étude du cas Éthiopien

par Pedro M. G. Martins, Chercheur invité au Centre international pour l'action en faveur des pauvres, Institut d'études sur le développement, Sussex

**L'apport d'aide étrangère** aux pays en développement a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. Cette tendance est principalement liée à la nécessité de combler le manque de ressources des pays qui se sont engagés à lutter contre la pauvreté et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

En Afrique subsaharienne, où l'apport d'aide étrangère représente une part importante du PIB, l'impact budgétaire de l'aide est fondamental pour évaluer l'efficacité de l'aide. Le présent One Pager se propose de contribuer au débat sur l'aide en présentant les résultats d'un modèle de réponse budgétaire traditionnel appliqué à l'Éthiopie.

Le modèle se concentre sur l'impact de l'aide étrangère sur les dépenses, les recettes et l'emprunt publics. Les données budgétaires pour la période 1964-2005 sont principalement issues de la base de données Statistiques financières internationales (SFI) du FMI, complétée par des sources d'information secondaires.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des résultats obtenus pour les deux principales composantes de l'aide, les dons et les prêts. Les coefficients indiquent l'impact global de l'aide étrangère sur les autres variables budgétaires au cours de la période étudiée.

Les résultats montrent que l'aide étrangère à l'Éthiopie a eu un impact positif sur les dépenses publiques d'investissement, mais peu d'effet sur les dépenses courantes (pour lesquelles les coefficients sont pratiquement nuls). De plus, les prêts accordés au titre de l'aide semblent avoir eu un impact plus important sur la dépense publique que les dons accordés dans le cadre de cette aide, notamment en ce qui concerne les dépenses d'investissement (avec un coefficient de 0,30 pour les prêts contre 0,06 pour les dons).

Ces constatations ne sont pas entièrement surprenantes puisque les apports d'aide (notamment sous forme de prêts) sont souvent affectés à des projets d'investissement spécifiques, tandis que les gouvernements auront probablement recours aux recettes fiscales nationales pour financer la plupart des dépenses courantes.

Il est intéressant de noter que les dons et les prêts accordés au titre de l'aide ont eu un fort impact négatif sur l'emprunt public. On peut en déduire que l'aide et le financement par les recettes fiscales nationales constituent de proches substituts. Deux interprétations peuvent être avancées pour expliquer cette relation. L'emprunt public étant souvent le dernier recours, coûteux, pour équilibrer le budget, une augmentation de l'apport d'aide peut être utilisée pour réduire ce déséquilibre. À l'inverse, il est également possible que, face à un apport d'aide insuffisant, le gouvernement puise dans les ressources budgétaires nationales pour maintenir un niveau de dépense stable.

Les résultats semblent également soutenir l'hypothèse selon laquelle l'aide se substitue aux recettes budgétaires nationales. Voir le coefficient négatif des prêts (- 0,15), mais celui encore plus important des dons (- 0,47). Cela soulève des préoccupations quant à la capacité des pays à faible revenu, tels que l'Éthiopie, à finalement surmonter leur dépendance par rapport à l'aide.

Toutefois, ces résultats reflètent peut-être également certains effets indirects, tels que ceux liés à la conditionnalité de l'aide. Depuis le début des années 1990, l'apport d'aide à l'Éthiopie a connu une hausse substantielle, qui a globalement coïncidé avec le début de la mise en œuvre des réformes économiques visant à réduire les dépenses publiques et à réformer le système fiscal (par exemple par l'abaissement des taux d'imposition). Cela explique peut-être en partie le faible impact apparent de l'aide sur la dépense publique et la corrélation négative entre l'aide et les recettes budgétaires nationales.

En conclusion, les résultats suggèrent que donateurs et destinataires de l'aide devraient concentrer leurs efforts sur l'amélioration de l'impact de l'aide. La priorité devrait être accordée au financement de nouvelles dépenses d'investissement, qui peuvent contribuer non seulement à l'amélioration du développement humain, mais également à l'expansion des capacités productives du pays.

Bien que l'affectation de l'aide étrangère au remboursement de la dette publique onéreuse puisse servir un objectif utile, au moins à court terme, l'objectif à moyen terme de l'aide devrait clairement être d'accroître les dépenses publiques liées à la réalisation des OMD.

Le phénomène le plus inquiétant est l'apparente substitution de l'aide apportée aux recettes budgétaires nationales. Les donateurs devraient donc consacrer plus d'aide précisément au renforcement des capacités des pays destinataires à mobiliser les recettes budgétaires nationales. Sinon, les pays en développement tels que l'Éthiopie pourront difficilement s'affranchir, au fil du temps, de leur lourde dépendance à l'aide extérieure.

*Référence bibliographique :*

1. Martins, Pedro M. G. (2007). 'The Impact of Foreign Aid on the Government Sector: The Case of Ethiopia', Document de travail du Centre international pour l'action en faveur des pauvres, Brasília – à paraître.

**L'impact budgétaire de l'aide en Éthiopie, 1964-2005**

|       | Dépenses d'investissement | Dépenses courantes | Recettes budgétaires nationales | Emprunt public |
|-------|---------------------------|--------------------|---------------------------------|----------------|
| Dons  | 0,06                      | 0,00               | -0,47                           | -0,44          |
| Prêts | 0,30                      | 0,03               | -0,15                           | -0,46          |

Source : Martins (2007).<sup>1</sup>

Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

[www.undp-povertycentre.org](http://www.undp-povertycentre.org)